

Royaume du Maroc

Ministère de l'Intérieur

Région de FES-MEKNS

Appel d'offres ouvert sur offres de prix
N° 06/RFM/2018
du **15 Mars 2018 à 11 heures 30 min**

**CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX D'ALIMENTATION EN
EAU POTABLE DE LA COMMUNE AIT BAZZA RELEVANT DE LA
PROVINCE DE BOULEMANE**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Préambule

Appel d'offres ouvert sur offres de prix

N° 06/RFM/2018

Objet : Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12- 349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre :

Monsieur : le Président du Conseil de la Région Fès-Meknès, Ordonnateur du budget de la Région (désigné ci-après par le maitre d'ouvrage)

D'une part,

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte

de..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant éléction de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

• Membre 1 :

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

• Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

•

•

• Membre n :

•

....

•

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que

mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **BET ou bien IC**».

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : **Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE** « lot 2 génie civil ».

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE

Le maître d'ouvrages du projet est le **Président de la Région Fès-Meknès**. la maitrise d'œuvre est assurée par l'AREP de la région Fès-Meknès en coordination avec les services de l'ONEE branche eau.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE LA MISSION DU BCT

La mission consiste en la réalisation du **Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE** « lot 2 génie civil ».

I. La mission confiée au BCT comprend :

- **Mission A** : Contrôle et approbation des études techniques « lot 2 génie civil ».
- **Mission B** : Contrôle des travaux « lot 2 génie civil ».

II. Consistance du programme objet des études :

Cette opération consiste en l'assistance technique à la réalisation des projets d'alimentation en eau potable relevant de la province de Boulemane et qui appartient au programme de Disparités Territoriales et de zone de montagne.

Les projets concernés sont indiqués dans le tableau suivant :

Province	Commune	Projet	Lot	Consistance
Boulemane	Ait Bazza	Alimentation en eau potable du centre et des douars relevant de la commune Ait Bazza	Conduite	-La fourniture, le transport et la pose de conduite refoulement sur un linéaire total de 11 Km en fonte, PEHD et PVC PN 16 de diamètres extérieurs variantes de 110 à 63 mm. -La fourniture, le transport et la pose de conduite de distribution sur un linéaire total de 16.6 Km en PEHD PN 16 de diamètres extérieurs variant de 90 à 63 mm.
			Génie civil	-La construction et l'équipement de 2 réservoirs semi enterré de capacité 150 m ³ et 50 m ³ . La construction et l'équipement de deux stations de pompage SP1 (Q=4 l/s-HMT= 106 m) et SP2 (Q=3 l/s-HMT= 100 m) et de 3 stations de reprise SR1 (Q=3.6 l/s-HMT= 120 m) avec bache de 150 m ³ , SR2 (Q=3.6 l/s-HMT= 152 m) avec bache de 50 m ³ et SR3 (Q= 1,6 l/s – HMT= 42 m) avec bache de 50 m ³ .
			Equipement	
			Ligne électrique	-La construction et l'équipement de 10 bornes fontaines.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le marché, qui sera passé suite au présent appel d'offres, est passé par appel d'offres ouvert, sur offre de prix séance publique, en vertu des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16, le paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2.12.349 du 8 Joumad a I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les obligations du prestataire pour l'exécution des prestations, objet du marché, résultent de l'ensemble des documents suivants :

a- LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :

- 1) L'acte d'engagement.
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales.
- 3) Les Plans.
- 4) La décomposition du Montant Global
- 5) Le cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabia I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

b- PIECES POSTERIEURES Á LA CONCLUSION DU MARCHE :

- 1) Ordres de services
- 2) Avenants éventuels
- 3) Décision prévue au § 3 de l'article 36 du C.C.A.G E.M.O.

Par le fait, même de la signature de l'acte d'engagement, le soumissionnaire est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent marché ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

ARTICLE 6 : ETENDUE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le marché comprend l'exécution des prestations du contrôle dans les conditions spécifiées dans les cahiers des charges et suivant les règles de la profession pour garantir la réalisation des ouvrages objet du contrôle suivant les normes et garanties de sécurité en vigueur.

Le bureau de contrôle technique est responsable de la fiabilité des ouvrages et de l'exactitude des résultats de son contrôle et assume toute erreur ou faute professionnelle à ce sujet.

Le marché comprend :

- ☐ La prestation du personnel et de son encadrement, tant sur le terrain qu'au Bureau,
- ☐ La documentation et notamment les normes et les modes opératoires à respecter ;
- ☐ La prestation de matériel de toute nature nécessaire au contrôle technique ;
- ☐ La production des rapports en minute ou par fax et édition définitive.

Le maître d'ouvrage facilitera au BCT l'accès aux informations et documents utiles et relatifs à la réalisation des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, et dont disposent les différents départements tant au niveau local, qu'au niveau national.

Les normes appliquées sont celles indiquées par le CPS des travaux et les documents techniques des ouvrages à contrôler.

Les commentaires des résultats feront référence au CPS, CPC et les normes en vigueur.

ARTICLE 7 : TEXTES GENERAUX

Sauf stipulations contraires des documents particuliers :

- 1/ Le Décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- 2/ La loi organique 111-14 relative aux régions ;
- 3/ Le Décret n° 2.17.449 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des régions et de leurs groupements;
- 4/ La Loi n°112-13 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- 5/ Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- 6/ Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marches publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
- 7/ Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
- 8/ Le Décret n°2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marches de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passes pour le compte de l'état (CCAG-EMO) ;
- 9/ La Loi n° 24-86 promulguée par dahir n° 1-86-239 du Rabia II 1407 (31 décembre 1986)portant promulgation de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ;
- 10/ Les textes réglementant la main d'œuvre et les salaires notamment, le décret n° 2-85-679 du 15 Hijja 1405 (01/09/1985) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
- 11/ Le Dahir des Obligations et Contrats et notamment son article 769 ;
- 12/ Les textes relatifs aux marchés publics de l'état en vigueur à la date de la soumission.

ARTICLE 8 : TEXTES SPECIAUX

- 1/ Le CPC fixant les règles de conception et de calcul des structures en béton armé (RMBA 07) applicable à certains marchés d'études ou de travaux de construction des ouvrages en béton armé ;
- 2/ Les règles BAEL ;
- 3/ Les règles neiges et vents 65 révisées en 1976 ;
- 4/ Le règlement parasismique RPS 2000 en vigueur au Maroc ;
- 5/ Les règles de calcul des charpentes métalliques ou de bois ;
- 6/ Le devis général pour les travaux d'assainissement (édition 1961) ;

7/ Les règles d'exécution des travaux d'étanchéité et normes marocaines au sujet des règles et spécifications sur les matériaux et produits d'étanchéité ;

8/ Les règlements locaux concernant l'alimentation en eau et en électricité des immeubles ;

9/La circulaire n°1-61-SGG du 30/01/1961 relative à l'utilisation des produits d'origine marocaine ;

10/ Les normes marocaines concernant tous les lots ;

11/ Les normes françaises et européennes pour les prestations non couvertes par les normes marocaines.

12/ Les DTU

13/ Décret n° 2-13-874 du 20 Hijja 1435 (15 octobre 2014) approuvant le règlement général de construction fixant les règles de performance énergétique des constructions et instituant le comité national de l'efficacité énergétique dans le bâtiment publié au Bulletin officiel N° 6306 le 11-06-2014.

14/ Dahir n° 1-03-60 du 10 rabii I 1424 (12 mai 2003) portant promulgation de la loi n° 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission.

Le Bureau de Contrôle Technique devra s'il ne les possède pas se procurer ces brochures au ministère de l'Équipement et du Transport ou à l'imprimerie officielle de Rabat. Il ne pourra en aucun cas prétendre l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

Si le présent marché déroge à une prescription du C.C.A.G.EMO ou du D.G.A, le titulaire se conformera aux prescriptions du présent marché.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS :

En application de l'article 12 du CCAG-EMO :

Le cautionnement provisoire est fixé à : **3.000,00 Dh (Trois Mille Dirhams)**

Le cautionnement définitif est de : **3% (Trois pour cent)** du montant initial du marché.

ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions des articles 13 et 40 du CCAG-EMO, il ne sera pas exigé de retenue de garantie sur les règlements dus au Bureau de Contrôle Technique.

ARTICLE 11 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALITES

1-Le délai global :

Le délai global théorique est composé des délais des deux missions :

le délai d'exécution des prestations objet de la mission A est fixé à (15) quinze jours à partir de la réception des plans techniques, les notes de calculs et le CPS, alors que la mission B est de 8 mois et conditionnée par l'achèvement de la réalisation des travaux.

2- Pénalités de retard :

En cas de non-respect par le BCT du délai de chaque intervention il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale 1/1000 du montant du marché. Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

Par application des dispositions de l'article 42 § 3 du CCAG-EMO, le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

ARTICLE 12 : VALIDITE DU MARCHE :

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après visa du Trésorier Régional de Fès et son approbation par l'autorité compétente.

ARTICLE 13 : ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article n°20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié par le décret n°2-05-1434 du 28 décembre 2005, le titulaire est tenu de produire avant tout commencement de ses prestations, un certificat d'une compagnie d'assurance autorisée à pratiquer au Maroc, attestant que Le Bureau de Contrôle Technique a assuré l'ensemble de son personnel contre les risques prévus par la législation en vigueur sur les accidents et tous les risques découlant de son activité professionnelle.

ARTICLE 14 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE

Le Maître d'Ouvrage se réserve la totalité des droits de la propriété industrielle découlant des prestations rémunérées dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 15 : SOUS TRAITANCE ET APPORT EN SOCIETE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues en application de l'article 158 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 16 : LITIGES

Tout litige entre le Maître d'Ouvrage et le Bureau de Contrôle Technique est soumis aux tribunaux compétents conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG-EMO.

ARTICLE 17 : RECEPTION DE LA MISSION CONFIEE AU BCT

La réception ne sera prononcée qu'après acceptation par l'Administration des rapports et documents présentés par le titulaire. Et ce conformément à l'article 49 du CCAG-EMO. Chacune des phases sus mentionnées fera l'objet d'une réception provisoire partielle.

La réception définitive coïncidera avec la réception définitive des travaux et sera prononcée après approbation du rapport définitif des travaux.

ARTICLE 18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE :

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date de l'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 153 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434(20 mars 2013) relatif aux marchés publics. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître décédé de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit avant l'expiration du délai visé ci-dessus, lui proposer par lettre recommander avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période

supplémentaire ne dépassant par trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limitée fixée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 19 : RESILIATION :

Dans le cas où le Bureau de Contrôle Technique ferait preuve d'une activité insuffisante ou en cas du non-exécution des Clauses du présent marché, le maître d'ouvrage doit le mettre en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de quinze (15) jours.

Passé ce délai, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié de plein droit et sans aucune indemnité. Tous les autres cas de résiliation prévus par le du CCAG-EMO sont applicables.

ARTICLE 20 : REPRESENTATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Le Bureau de Contrôle Technique s'engage à accepter la collaboration technique des représentants du Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre en ce qui concerne le contrôle du chantier portant sur la qualité des travaux exécutés ainsi que le contrôle des avant-projets et projets d'exécution (plans, pièces écrites et estimations).

La présence de surveillants ne dégage nullement le Bureau de Contrôle de sa responsabilité telle qu'elle est définie par les textes spéciaux applicables aux travaux et par la législation en vigueur.

ARTICLE 21 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits de timbre et d'enregistrement du marché seront à la charge du BCT contractant.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 22 : MODE DE REMUNERATION

Le règlement de chaque mission de l'étude s'effectuera comme suit :

Missions	Composition des missions	Montant du Forfait	Règlement
Mission A (20%)	Vérification et visa des documents Techniques du lot génie civil (Plans, Notes de Calcul et des avant métrés établis par la maîtrise d'œuvre ...) Optimisation éventuelle du ferrailage, coffrage, VRD ;	20 %	Calculés sur la base du montant global du marché
Mission B (60%)	Contrôle Technique de l'Exécution des Travaux de génie civil.	60 %	Calculés sur la base du montant global du marché de contrôle et au prorata du taux de réalisation constaté par les décomptes présentés par les entreprises attributaires des marchés de travaux
Mission C (10%)	Assistance Technique pour La Réception Provisoire des Travaux et remise des rapports de conformité	10 %	Calculés sur la base du montant global du marché
Mission D (10%)	Réception définitive et remise pour assureurs des rapports de garantie décennale	10%	Calculés sur la base du montant global du marché

N.B : La liquidation des notes d'honoraires relatives à la phase Contrôle Technique de l'exécution des travaux se fera comme suit :

$$MT = \text{Prix forfaitaire du présent marché} \times 40\% \times \text{TDR (Taux De Réalisation)}$$

$$\text{Avec} \quad \text{TDR} = \frac{\text{Mdp}}{\text{Mm}}$$

Mdp = Somme des Montants des décomptes provisoires des entreprises des travaux (en prenant en considération les avenants éventuels),

Mm = Montant total des montants initiaux des marchés des travaux.

N.B : TDR sera égal à 100% lorsque Mdp représente la somme des montants des décomptes provisoires et derniers, Mm prendra la valeur Mdp.

Tous les paiements seront effectués par application des prix du Bordereau des Prix - Détail Estimatif ci-dessous et établi par le Bureau de Contrôle.

Le paiement du marché sera effectué sur présentation des notes d'honoraires établies en 5 exemplaires, validées par le Maître d'Ouvrage, et par virement au compte du Bureau de Contrôle mentionné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 23 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 24 : HONORAIRES DU B.C.T.

Pour l'ensemble des missions définies dans le présent marché, le Bureau de Contrôle Technique sera rémunéré suivant son offre (offre forfaitaire), toutes charges comprises y compris la TVA.

Les honoraires tiennent compte de tous les frais nécessaires pour l'hébergement, le transport de l'ensemble du personnel employé par le BCT ainsi que les frais généraux, les taxes et impôts en vigueur dont T.V.A.

Les honoraires seront payés et échéanciers comme ils figurent à l'article 22 ci-dessus.

Les paiements seront faits sur présentation des notes d'honoraires en cinq exemplaires conformément aux échéanciers précités et dûment validés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 25 : REVISION DES PRIX :

Si pendant la période contractuelle de réalisation des missions objet du marché, des variations sont constatées dans le cours des salaires, des fournitures ou des prestations nécessaires à la réalisation des missions du bureau d'étude, les prix initiaux du marché sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (ING/ING_0))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé de la nature des travaux considérée.

P₀ : Prix initial du marché

ING₀ : est la valeur de l'index global d'ingénierie au mois de la date de la remise de l'offre.

ING : est la valeur de l'index global d'ingénierie du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

Les valeurs initiales des index sont celles du mois de la date limite de remise des offres. Les valeurs à prendre en compte sont celles du mois de réalisation des prestations.

CHAPITRE III

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 26 : MISSIONS DE BUREAU DE CONTROLE

Le Bureau de contrôle intervenant en qualité de contrôleur technique indépendant ne peut en aucun cas, substituer ses fonctions à celles des différents intervenants à l'acte de construire, qui assument seuls la responsabilité, selon les cas, de la conception du projet, de l'élaboration des documents techniques, de l'établissement des calculs justificatifs, de l'implantation des ouvrages, de leur métré et de la vérification des côtes et de la réfection des éventuelles malfaçons.

Le Bureau de contrôle doit dans toute la mesure de ses moyens apporter sa collaboration d'une manière positive et constructive au Maître d'ouvrage, (par appréciation technique d'une variante proposée par un entrepreneur) en explicitant les motifs de ses éventuelles observations et réserves, en suggérant si est, l'approfondissement d'une étude, une recherche d'autres solutions, une vérification ou investigation complémentaires.

La responsabilité du Bureau de contrôle est celle d'un prestataire de service, assujéti à une obligation de moyens, elle est principale plus que celle des autres intervenants à l'acte de construire en matière de tenue sécurisée et réglementaire de la structure et les ouvrages qui lui sont rattachés.

Les prestations confiées au Bureau de contrôle (BCT) comportent les missions suivantes :

- Vérification des documents Techniques du lot génie civil ;
- Optimisation du ferrailage, coffrage ;
- Contrôle Technique de l'Exécution des Travaux de Construction ;
- Assistance Technique pour La Réception Provisoire des Travaux et remise des rapports de conformité des travaux de génie civil ;
- Réception définitive et remise pour assureurs des rapports de garantie décennale.

A la fin de chaque phase de contrôle des rapports seront transmis au Maître d'ouvrage en **5 (cinq) exemplaires**.

ARTICLE 27 : DESCRIPTION DES MISSIONS

A-Contrôle et approbation des études techniques lot génie civil (PRIX N°1)

Cette mission consiste en :

- La vérification des documents techniques, par référence aux normes et règlements en vigueur, et notamment ceux se rapportant aux structures des ouvrages et ceci à toutes les étapes du projet d'études ;
- Vérification et approbation des plans de béton armé et des notes de calcul avec une étude de stabilité et d'optimisation y compris vérification de l'étude parasismique ;
- Optimisation dans les limites de sécurités des études élaborées.

Un VISA de contrôle sera apposé sur tous les documents vérifiés par le « **BCT** ».

B-Contrôle des travaux lot génie civil (PRIX N°2)

- ✓ Contrôle de la qualité d'exécution des travaux

- ✓ Avis concernant les essais du laboratoire
- ✓ Contrôle et approbation des solutions techniques proposées en cours de travaux
- ✓ Participation aux réunions de chantier
- ✓ Réception des coffrages et des ferrallages y compris contrôle de mise en œuvre (sans plafond de nombre de visites)
- ✓ Vérification, approbation et réception des étanchéités des ouvrages hydrauliques (cuvelage) et des complexes d'étanchéité des terrasses
- ✓ Vérification des matériaux, des composants et autres éléments préfabriqués
- ✓ Vérification des ferrallages avant coulage du béton.

Les prestations du BCT doivent faire l'objet d'un procès-verbal par nature de contrôle qui sera adressé à tous les intervenants. Ces procès-verbaux doivent préciser les recommandations et les solutions pour remédier aux problèmes éventuels.

Indépendamment des visites prévues pour les réunions de chantier, le BCT est tenu de programmer les visites nécessaires à son contrôle et à l'accomplissement de sa mission, en fonction de l'avancement des travaux.

Toutes les visites effectuées seront obligatoirement verbalisées par un PV. Le bureau de Contrôle restera seul responsable des prestations se rapportant aux éléments de la mission dont il est chargé.

C- Assistance à la réception provisoire (PRIX N°3)

Assistance Technique pour La Réception Provisoire des Travaux et remise des attestations de conformité des gros œuvres et de l'étanchéité.

D- Assistance à la réception définitive (PRIX N°4)

Assistance Technique pour La Réception définitive des Travaux et remise du rapport pour obtention de la garantie décennale auprès des assureurs des rapports demandés.

Participation du BCT à la réception sera verbalisée par un rapport établi par lui-même. Ces rapports seront communiqués au Maître d'ouvrage dans un délai maximum de 48 heures.

A la fin des travaux et avant la réception provisoire, le BCT doit remettre au maître d'ouvrage un rapport de synthèse de toutes les conclusions nécessaires.

Avant la réception définitive des travaux, le BCT doit remettre au maître d'ouvrage un rapport définitif sur l'état de l'ouvrage avec les préconisations et recommandations nécessaires.

ARTICLE 28 : RESPONSABILITE DU B.C.T.

Le B.C.T. prend la responsabilité des prestations qui lui sont confiées telles qu'elles sont définies par le présent marché, conformément aux coutumes de la profession de Bureau de Contrôle Technique et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence, ainsi que des conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution défectueuse de ses prestations.

L'intervention du Bureau de contrôle a pour but :

- ✓ La Normalisation des risques de désordres matériels affectant la solidité des ouvrages et susceptibles de mettre en cause la responsabilité décennale des constructeurs. (Article 769 du Dahir du 12 Août 1913, modifié par le Dahir du 8 Décembre 1959).

- ✓ Le fonctionnement Normal des installations d'équipements techniques par référence aux dispositions contractuelles et aux normes et règlements qui leur sont applicables.
- ✓ La Sécurité des Personnes par référence à la réglementation technique en la matière.
- ✓ Le prestataire doit se conformer aux dispositions de l'article 20 du CCAG – EMO, et notamment les articles 1 et 3 relatifs aux assurances et responsabilités.

ARTICLE 29 : COMMANDE DES PRESTATIONS

Le programme d'intervention du bureau de contrôle (B.C) est défini à l'avance entre le maître d'ouvrage et le chef du projet du bureau de contrôle tout en précisant la nature et le lieu des interventions.

Le maître d'ouvrage demandera chaque fois l'intervention du bureau de contrôle par fax (ou éventuellement par un P.V de réunion) en formulant les tâches demandées et les dates d'interventions y afférentes.

La constatation de l'intervention du bureau de contrôle se fera par un P.V dressé sur les lieux avec le maître d'ouvrage ou éventuellement avec les représentants des entreprises des travaux par l'inscription de l'intervention sur le cahier du chantier signé par le représentant du bureau de contrôle.

Les conclusions des rapports de l'intervention seront transmises au maître d'ouvrage par fax dans les délais convenus. Les rapports suivent par bordereau d'envoi ou courrier porté contre récépissé.

ARTICLE 30 : DISPOSITIONS RELATIVES AU DECRET DES MARCHES PUBLICS ET CCAG-EMO

Toutes les dispositions relatives aux marchés publics et au CCAG-EMO et qui ne sont pas mentionnées au présent CPS sont applicables.

ARTICLE 31 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

A/ BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

Objet : Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE

N° de prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaires H.T (DH)
1	Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE	
Total H.T (DH)		
T.V.A 20%		
Total T.T.C (DH)		

Fait à....., le.....

[Signature et cachet du bureau de contrôle (BCT)]

B/ DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

Objet : Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE

<input type="checkbox"/> N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire (HT en dirhams)	Prix total (HT en dirhams)
1	Contrôle et approbation des études techniques lot génie civil (20%)	F	1		
2	Contrôle des travaux lot génie civil (60%)	F	1		
3	Assistance à la réception provisoire (10%)	F	1		
4	Assistance à la réception définitive (10%)	F	1		
TOTAL HORS TVA					
Montant TVA (20%)					
TOTAL TTC					

Fait à....., le.....
[Signature et cachet du bureau de contrôle (BCT)]

Royaume du Maroc
Ministère de l'intérieur
Région Fès-Meknès

Marché N° /2018.



Objet : **Contrôle technique des travaux d'alimentation en eau potable de la commune AIT BAZZA relevant de la province de BOULEMANE**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

L'attributaire :

Le montant du marché est arrêté à la somme de :(TTC en dirhams)

.....(TTC en dirhams)

<p style="text-align: center;">Dressé par :</p> <div style="text-align: center;">  <p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès</p> <p>Youssef ZIANI</p> </div> <p style="text-align: center;">A, le : 05 FEV 2018</p>	<p style="text-align: center;">L'attributaire :</p> <p style="text-align: center;">A..... le :</p>
<p style="text-align: center;">Présenté par :</p> <div style="text-align: center;">  <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p> <p>Abderrazzak MOUMNI</p> </div> <p style="text-align: center;">A, le : 06 FEV 2018</p>	<p style="text-align: center;">Visé par :</p> <p style="text-align: center;">A, le :</p>
<p style="text-align: center;">Approuvé par :</p> <p style="text-align: center;">A, le :</p>	